

Scenarii de changement dans le monde arabe

Les révolutions pour la démocratie dans le monde arabe se suivent et se ressemblent à leur début, mais se différencient dans leur dénouement. Tablant sur les vertus instructives de l'exemple, considérons les pays où l'irréparable n'est pas encore survenu : Algérie, Soudan, monarchies du Golfe... Comme tout le monde, leurs dirigeants ont suivi ce qui

s'est passé et constaté que la répression ne servait à rien, sinon à alourdir inutilement la facture. Ont-ils tiré les leçons de ces événements qui se reproduiront inmanquablement chez eux à plus ou moins long terme ? Se sont-ils mis à la recherche de ce qu'il convient de faire pour prémunir leurs pays contre de tels drames ? Déploient-ils dans le secret de leurs palais une rare intelligence pour les éviter ? Ou se contentent-ils de marmonner, un chapelet à la main, «Allah yastar !», tout en se pré-

parant à rééditer chez eux ce qu'ont vainement fait Ben Ali, Mubarak, Kadhafi et Saleh ? Le premier était sourd, le second aveugle, le troisième hystérique et le quatrième autiste. Eux, pour l'instant, entendent, voient, ont tous leurs esprits et sont en plus ou moins bonne santé. Ce qu'on a remarqué jusqu'ici, c'est que les pouvoirs contestés se comportent comme s'ils étaient condamnés à passer par le même cycle : manifestations, répression, discours décalé... On vient de le voir en Syrie : le cap des cent morts atteint, le régime cède : levée de l'état d'urgence, multipartisme, liberté de la presse, augmentation des salaires... Pourquoi ne pas l'avoir fait avant que le sang ne coule ?

En Tunisie et en Égypte, nous avons eu droit, à peu de choses près, au même scénario. L'existence dans ces pays d'Etats solides et d'armées bien organisées a empêché des dérapages plus graves et des pertes humaines plus lourdes. Les forces armées, contrairement à la police, n'ont pas tiré sur les manifestants et leurs chefs, chose jamais vue, sont descendus dans la rue pour leur parler. Elles ont pris position en faveur du peuple et justifié le déploiement de leurs unités par le souci d'assurer sa sécurité. Elles sont restées unies, sous le même commandement, et beaucoup pensent qu'elles ont aidé à convaincre les despotes de partir pour épargner au pays de plus grands maheurs. C'est le bon sens même : il est plus facile de faire déménager un homme ou un groupe d'hommes, qu'un peuple résolu.

Il faut dire que les chars n'impressionnaient pas grand monde. On écrivait au spray des slogans sur leurs flancs, on montait dessus pour fraterniser avec l'équipage, et on se couchait dessous pour les empêcher de se mettre en mouvement. A Benghazi, on a vu des insurgés jouer dans la rue avec des chars comme avec des auto-tamponneuses dans une foire.

Le deuxième scénario est celui qui a prévalu au Yémen et en Libye. Dans ce dernier pays où n'existait pas un Etat structuré et une armée classique, on n'a pas vu de détachements des forces anti-

émeutes, de bombes lacrymogènes ou de matraques, mais tout de suite les blindés, les RPG et les bombardements aériens. Les manifestations ont très vite dégénéré en affrontements armés, suivis de défections dans l'équipe dirigeante et dans le corps diplomatique. Puis ce fut la guerre, la création du Conseil national transitoire, la division du pays et finalement l'inter-

vention de l'étranger. Kadhafi n'a pas suivi l'exemple tout frais de Ben Ali et de Mubarak. Il a dû trouver plus héroïque celui de Saddam : rester au pouvoir jusqu'au bout, jusqu'à la destruction du pays, jusqu'à sa capture dans un trou, son examen sommaire par un médecin et enfin sa pendaison. Au Yémen, la répression n'avait pas pris de dimension catastrophique

avant la journée fatidique du vendredi 18 mars où une soixantaine de manifestants ont été abattus d'un coup, provoquant une vague de démissions de ministres, de hauts gradés militaires, de diplomates, de députés et de chefs de tribu, encore plus spectaculaire que celle observée en Libye. Alors que le pays se dérobaient sous ses pieds, que l'Etat perdait ses piliers, que son parti se dépeuplait, Ali Abdallah Saleh répétait mot pour mot les menaces entendues dans la bouche des Kadhafi père et fils : le peuple est armé, la société est tribale, la guerre civile est inévitable, le pays sera dépecé... Le despote a tout envisagé et passé en revue les pires cauchemars, mais l'issue la plus honorable pour lui, la plus pacifique pour son peuple et la moins coûteuse pour tous ne lui a pas traversé l'esprit : s'en aller. Sa proposition de tenir des élections parlementaires et présidentielle à la fin de l'année, venue trop tard, a été repoussée.

Le Yémen est une société tribale certes, mais c'est l'unité nationale et la démocratie qui ont été revendiquées et martelées par les manifestants depuis le début. La révolution n'est pas née dans les tribus, elle est apparue sur une place publique. Ce sont elles qui sont venues à la révolution. Les personnes sont venues à l'idée et se sont placées sous son égide.

Et cette idée, c'est la démocratie, la république, le règne des institutions et des libertés. Les chefs de tribu ont défilé à «Sahat Taghyir» pour soutenir les demandes de la jeunesse et afficher leur adhésion aux idéaux unionistes et démocratiques de la révolution. Ils ont proclamé leur ralliement à des jeunes qui ne possédaient ni état-major ni moyens quelconques. L'adresse du peuple en période de révolution, c'est la rue. Il siège en plein air et dort à la belle étoile ou sous des tentes. C'est là qu'il reçoit les allégeances et les médias. Le despote, lui, occupe toujours un palais de plus en plus déserté.

En Libye et au Yémen, le pouvoir a encouragé et nourri le système tribal parce qu'il ne concevait pas de meilleur rôle pour lui que celui d'arbitre au-dessus de la mêlée, de gardien du temple, de

garant de la cohésion et de l'indépendance nationales. Or, voici que tribus, chefs de guerre, imams et généraux rejoignent la revendication populaire. La sentence politique que connaissent sans exception les despotes arabes et qu'ils ont prononcée des milliers de fois dans leurs discours est «diviser pour régner». Ils se sont évertués à instiller dans l'esprit des peuples le sentiment que, sans eux, le pays sombrerait dans l'anarchie et la guerre civile avant d'être envahi par l'étranger pour piller ses richesses.

Ça a été leur cheval de bataille, leur argument maître, pour empêcher l'avènement d'une vie politique démocratique.

La «non-ingérence dans les affaires intérieures» à laquelle ils semblaient si attachés leur servait en réalité à cacher au regard étranger leurs abus, leurs excès, leurs rapines et la transmission du pouvoir à leurs héritiers. Ils ont longtemps glosé sur «l'autodétermination des peuples», mais quand ceux-ci ont voulu s'autodéterminer, recouvrer leur souveraineté, choisir leurs gouvernants, ils n'ont eu pour réponse que la répression à balles réelles et les bombardements aériens.

C'est la première fois dans l'histoire des révolutions que l'on a vu les autorités militaires d'un pays se détacher du pouvoir pour prendre le parti des manifestants. Dans les quatre pays, l'armée s'est rangée en totalité (Tunisie, Égypte) ou en grande partie (Libye, Yémen) du côté des manifestants, et a reconnu qu'ils incarnaient la légitimité populaire. Elle n'a pas manœuvré pour confisquer les fruits de leur courage et de leurs sacrifices, et ne s'est pas proposée comme alternative au despote déchu. Elle a fusionné avec les masses dont elle émane, au service desquelles elle était nominalement, mais pas réellement. Voilà qu'elle l'est désormais, prête en Libye et au Yémen à en découdre avec le despote et ceux qui lui sont restés fidèles.

Bientôt, on pourra dire sans rire dans les pays arabes que l'armée appartient au peuple, car auparavant c'est l'inverse qui était vrai. L'armée avait un pays, un drapeau, et exerçait son autorité sur les habitants sans tenir compte de leurs aspirations et droits politiques. Les seules victoires reconnues aux armées arabes étaient celles remportées contre leurs peuples. Les coups d'Etat se faisaient au nom de la «révolution» et se retournaient systématiquement contre les peuples en devenant des dictatures. Cette page est en train d'être tournée.

Ce qu'on a dit dans les précédents articles sur les peuples arabes pour expliquer leur métamorphose vaut pour les armées tunisienne et égyptienne, et en partie pour les armées libyenne et yéménite. Elles se sont mentalement renouvelées avec l'arrivée à des postes de commandement de générations qui ont regardé, écouté et intégré ce qui se passait dans le monde. Espérons qu'il en sera de même en Syrie où l'armée n'a pas tiré depuis quarante ans

Par Nour-Eddine Boukrouh



Photo : DR

une seule balle contre Israël qui a annexé le Golan et bombarde périodiquement ses batteries de missiles ou ses installations nucléaires civiles.

Il va de soi que c'est ce que nous espérons aussi pour notre pays le jour où le peuple se soulèvera, car il se soulèvera pour les raisons que nous avons esquissées avant-hier et sur lesquelles nous reviendrons encore demain. Dans cette perspective, les responsables de l'aménagement du territoire devraient songer à construire rapidement de grandes «places de la Liberté» dans les villes de plus de cent mille habitants, en commençant par Alger où la «place du 1^{er} Mai» et la «place des Martyrs» ne peuvent accueillir que quelques centaines de manifestants selon des évaluations précises, et toutes fraîches, émanant du ministère de l'Intérieur. Etant donné l'urgence, la tâche peut être menée en quelques semaines, mais il ne faut pas qu'on propose aux Algérois de manifester à Boughezoul. On ne communique pas que dans les mosquées. Dès lors, le farineux budget réservé à la Grande Mosquée d'Alger qui n'est plus dans le contexte actuel une priorité pourrait financer ces projets, et le terrain d'assiette prévu pour elle à Mohammadia réaffecté au futur «Maydan Tahrir» de la capitale. Des deux scénarii évoqués, lequel est susceptible de se réaliser chez nous ? Le changement à «moindre frais» qui a eu lieu en Tunisie et en Égypte, ou l'impasse tragique dans laquelle se sont retrouvés la

Libye et le Yémen ? Imaginons ce que pourrait être le premier scénario : après plusieurs tentatives infructueuses, la «génération Facebook» algérienne réussit à mobiliser à travers les principales villes un vaste mouvement de protestation durement réprimé par les forces de l'ordre. Après plusieurs centaines de morts et l'indignation de l'opinion publique mondiale, les militants et

les leaders des organisations de la société civile et des partis politiques se précipitent à la «place de la Liberté» pour apporter leur appui, leur notoriété et la couverture de leur légalité au mouvement de la jeunesse.

Bientôt, on pourra dire sans rire dans les pays arabes que l'armée appartient au peuple, car auparavant c'est l'inverse qui était vrai. L'armée avait un pays, un drapeau, et exerçait son autorité sur les habitants sans tenir compte de leurs aspirations et droits politiques. Les seules victoires reconnues aux armées arabes étaient celles remportées contre leurs peuples.